



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-04 - Séance du 09/03/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	8

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 09 mars à 14h30, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, vice-président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par message électronique aux membres du conseil d'administration le 05/03/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 05/03/2020.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR ; Jean-Luc DE LA CLERGERIE ; Marie-France TEXIER.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER.

Absents:

Jean-Marie COURTES, Hubert FABRITIUS, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2020-04 – CCAS & EHPAD : MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017,

Vu les délibérations 2016-105 et 2018-05 sur la mise en place du régime indemnitaire,

Vu l'avis favorable des comités techniques du 5 décembre 2016 et du 07 décembre 2017 et du 8 novembre 2019, en vue de l'application du RIFSEEP aux agents du CCAS de Baillargues,

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution ainsi qu'il suit, à savoir :

Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à remplacer le précédent dès lors que les cadres d'emplois y sont éligibles et que le cadre d'emploi, d'agents prochainement recrutés, ne figure pas dans la délibération précitée.

En l'espèce, est concerné le cadre d'emploi des assistants sociaux-éducatifs.

Les autres dispositions ne sont pas modifiées.

Il est proposé au conseil d'administration d'adopter la nouvelle rédaction de la délibération relative au régime indemnitaire applicable aux agents de la Ville de Baillargues telle que proposée en annexe :

Pour extrait conforme,

Le 09/03/2020

Le Président,

Jean-Luc MEISSONIER



ANNEXE A LA DELIBERATION DLP2020-04 : CCAS & EHPAD : MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE

LES BÉNÉFICIAIRES

Le présent régime indemnitaire pourra être attribué aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

STRUCTURE DU RIFSEEP

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), pour récompenser l'engagement professionnel et la manière de servir.

L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Son montant est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

Les groupes de fonction sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard des éléments suivants :

- Niveau hiérarchique
- Nombre de collaborateur
- Type de collaborateurs encadrés
- Niveau d'encadrement dans la hiérarchie
- Niveau de responsabilité lié aux missions
- Délégation de signature
- Organisation du travail des agents, gestion des plannings
- Responsabilité de formation d'autrui
- Responsabilité de projet ou d'opération
- Préparation et/ou animation de réunion
- Conseil aux élus

De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions:

- Connaissance requise
- Technicité / niveau de difficulté

- Diversité des compétences
- Simultanéité des tâches, des dossiers, des projets
- Maîtrise de logiciels
- Diplôme
- Habilitation / certification
- Actualisation des connaissances
- Rareté de l'expertise
- Autonomie / initiative

Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- Relations externes / internes
- Risque d'agression physique / verbale
- Tension mentale / nerveuse
- Effort physique
- Confidentialité
- Vigilance
- Risque d'accident / de maladie professionnelle
- Itinérance / déplacements
- Exposition aux risques de contagion(s)
- Risque de blessure
- Variabilité des horaires
- Contraintes météorologiques
- Obligation d'assister aux instances
- Responsabilité pour la sécurité d'autrui
- Responsabilité du matériel utilisé
- Engagement de la responsabilité financière (régie, bons de commandes, ..)
- Engagement de la responsabilité juridique
- Acteur de la prévention (assistant de prévention...)
- Sujétions horaires dans la mesure où ce n'est pas valorisé par une autre prime
- Impact sur la collectivité

Il est proposé de fixer les groupes de fonctions et les montants maximum annuels comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant maximum individuel annuel IFSE en €
Attachés territoriaux	Groupe 1	Direction	36 210
	Groupe 2	Chef de pôle	32 130
	Groupe 3	Chef de service encadrant	25 500
	Groupe 4	Chef de service sans encadrement, chargé de mission	20 400
Assistants socio-éducatif	Groupe 1	Direction	11 970
	Groupe 2	Chargé de mission, expertise	10 560
Rédacteurs territoriaux	Groupe 1	Chef de service	17 480
Animateurs territoriaux	Groupe 2	Adjoint au chef de service	16 015
Educateurs territoriaux des APS			
	Groupe 3	Expertise	14 650
Adjoints administratifs territoriaux	Groupe 1	Encadrement de proximité, expertise	11 340
Adjoints d'animation territoriaux			
Adjoints territoriaux du patrimoine	Groupe 2	Agent d'exécution	10 800
Opérateurs territoriaux des APS			
ATSEM			
Agents sociaux territoriaux			
Adjoints Techniques Territoriaux			
Agents de maîtrise			

L'IFSE pourra également être modulée en fonction de l'expérience professionnelle qui est assimilée à la connaissance acquise par la pratique et repose sur :

- l'élargissement des compétences ;
- l'approfondissement des savoirs ;
- la consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste.

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- tous les deux ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

Le montant pourra être éventuellement réexaminé au moment de l'entretien professionnel.

L'IFSE est versée mensuellement.

LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le CIA pourra être versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

L'appréciation de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. Dès lors, il sera tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Plus généralement, seront appréciés :

- la valeur professionnelle de l'agent ;
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- son sens du service public ;
- sa capacité à travailler en équipe ;
- sa contribution au collectif de travail.

Le CIA pourra être versé en juin et décembre de chaque année. Le montant du Complément Indemnitaire Annuel est proratisé en fonction du temps de travail.

Les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant maximal individuel annuel CIA en €
Attachés territoriaux	Groupe 1	Direction	1500
	Groupe 2	Chef de pôle	1200
	Groupe 3	Chef de service encadrant	1000
	Groupe 4	Chef de service sans encadrement, chargé de mission	800
Assistants sociaux-éducatifs	Groupe 1	Direction	500
	Groupe 2	Chargé de mission, expertise	500
Rédacteurs territoriaux	Groupe 1	Chef de service	700
Animateurs territoriaux	Groupe 2	Adjoint au chef de service	600
Éducateurs territoriaux des APS	Groupe 3	Expertise	500
Adjoints administratifs territoriaux	Groupe 1	Encadrement de proximité expertise	500
Adjoints d'animation territoriaux	Groupe 2	Agent d'exécution	500
Adjoints territoriaux du patrimoine			
Opérateurs territoriaux des APS			
ATSEM			
Agents sociaux territoriaux			
Adjoints techniques territoriaux			
Agents de maîtrise			

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'IFSE ET DU CIA

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'État ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la collectivité en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

LES ABSENCES

L'absentéisme entraîne des déductions dites « pour absences » sur le montant du régime indemnitaire.

La déduction pour absences intervient en fonction de sa durée, à compter du 1er jour, à raison de 1/30ème par jour d'absence et sera déduit le mois suivants au plus tôt. Cette disposition concerne uniquement l'IFSE.

Les types d'absences donnant lieu à déduction sont :

- congés de maladie ordinaire
- absences pour grève
- absences irrégulières
- congé pour enfant malade
- congé de présence parentale.

Les types d'absences ne donnant pas lieu à déduction sont :

- les hospitalisations d'une durée supérieure à 48 heures (sur présentation d'un certificat)
- congés de maternité, y compris pendant les périodes d'état pathologique
- congés de paternité
- accident de travail – maladie professionnelle – accident de trajet
- congés d'adoption
- congés annuels – autorisations exceptionnelles d'absence
- temps partiel thérapeutique
- autorisations spéciales d'absence et décharge de service pour exercer une activité syndicale
- autorisations d'absence pour événements familiaux et autorisations d'absences pour concours et examens professionnels.

Le régime indemnitaire cesse d'être versé en cas de :

- suspension de fonctions
- congé de longue maladie
- congé de longue durée
- congé de grave maladie

- congé parental
- disponibilité
- congé de solidarité familiale si l'agent cesse toute activité
- mise en œuvre d'une sanction disciplinaire (exclusion temporaire de fonctions).

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

CUMULS POSSIBLES

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable, par nature, avec :

- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- l'indemnité pour travail dominical régulier ;
- l'indemnité pour service de jour férié ;
- l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- la prime d'encadrement éducatif de nuit ;
- l'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés des personnels de la filière sanitaire et social ;
- l'indemnité d'astreinte ;
- l'indemnité de permanence ;
- l'indemnité d'intervention ;
- l'indemnité horaire pour travail supplémentaire ;
- les primes régies par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (prime annuelle)
- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.